



## Info Obs: voilà à quoi va ressembler la grande consultation des profs de Blanquer

Pour apaiser la colère des enseignants, le ministre propose de sonder leurs ressentis et leurs idées dans un questionnaire que « L'Obs » s'est procuré. C'est ce qu'on appelle de la communication de crise. Alors que les premières épreuves du nouveau bac (les fameuses E3C) virent à la Berezina, au point d'être étrillées par la très prudente Inspection générale (Igen), et de susciter l'ire de professeurs jadis acquis à sa cause, Jean-Michel Blanquer est allé puiser son inspiration à la meilleure source : l'Élysée.

A la manière d'un Emmanuel Macron inventant en janvier 2019 le « grand débat national » pour circonscrire la crise des « Gilets jaunes », voilà donc le locataire de la rue de Grenelle qui sort de sa manche une « grande consultation » « inédite dans l'histoire » des 850 000 enseignants du primaire et du secondaire.

Mal-être de ses troupes

Annoncée jeudi 27 février par le ministre lui-même sur les ondes de France Inter – radio (quasi officielle de l'Éducation nationale – ladite consultation sera lancée ce mardi 3 mars, après une... consultation expresse (lundi matin) des organisations syndicales. Ses résultats seront restitués les 30 et 31 mars lors d'un colloque international « Professeurs du XXI<sup>e</sup> siècle », organisé à l'Unesco par les chercheurs du Conseil scientifique de l'Éducation nationale, proches pour la plupart du pouvoir en place.

Cette célérité est justifiée par les circonstances – le ministre, même s'il ne le reconnaît qu'à demi-mot, a conscience du profond mal-être de ses troupes – et permise par la légèreté du dispositif. Pas de cahiers de doléances ou de débats dans les établissements. La « grande consultation » se résumera à un questionnaire en ligne réalisé par un institut de sondage, dont « L'Obs » s'est procuré la version définitive, avant amendements éventuels des syndicats.

Salaire des profs : Blanquer propose entre 0 et 157 euros d'augmentation par mois

Les propos de Jean-Michel Blanquer jusqu'ici pouvaient laisser penser naïvement qu'un spectre large de questions serait abordé. Le ministre s'était dit désireux de sonder l'opinion des professeurs afin de « connaître à la fois leurs ressentis, leurs préconisations, leurs idées, leurs volontés pour l'avenir ».

Projet de questions aux enseignants publié par NouvelObs.com

Projet de questions aux enseignants

A la lecture du document, on comprend mieux toutefois sa réponse – pour le moins ambiguë - à la question de Léa Salamé :

« - Ils pourront dire ce qu'ils attendent du ministre de l'Éducation ?

- Tout à fait, et ce qu'ils attendent de l'évolution de la gestion des ressources humaines du ministère. Il faut qu'on passe à quelque chose d'autre... »

Mise en œuvre à la hussarde

De fait, ce questionnaire est strictement limité aux questions de ressenti professionnel, de progression de carrière et de rémunérations. Il semble prendre comme présumé que le malaise actuel des enseignants répond à des causes préexistant à l'arrivée du ministre Blanquer. Ce qui correspond certes à une réalité : plusieurs enquêtes indépendantes soulignent le désarroi croissant de nos enseignants depuis longtemps.

Mais cela minimise le rôle joué par les réformes – et leur mise en œuvre à la hussarde - dans le niveau d'exaspération actuel. Les politiques publiques, pourtant très « disruptives », menées par le ministère (réforme du lycée, de l'accès au supérieur, limitation de la liberté pédagogique des professeurs des écoles) n'y trouvent ainsi aucune place.

Les augmentations de salaires des profs, de la poudre aux yeux ?

L'enquête pourrait également agacer par sa volonté un peu trop manifeste d'apaisement. Il ne s'agit pas de nier le malaise – la ficelle serait trop grosse - mais de fournir des éléments de contraste afin de ne pas trop compromettre le

« cercle vertueux de la confiance » ou encore « l'optimisme de la volonté », dont le ministre a fait ses slogans.

Plusieurs questions se contrebalancent clairement (« 13- Quelles sont vos principales sources de satisfaction ? 14- Quelles sont vos principales sources de déception ? ») et ne permettent pas de générer de ratios de satisfaction.

Par ailleurs, on ne trouvera aucun item permettant de tester le sentiment d'auto-efficacité (les profs jugeant leur propre efficacité) extrêmement dégradé des profs français, relevé par l'OCDE ou encore par l'enquête de la DEPP (le service des études statistiques du ministère) publié en décembre 2019. Celui-ci concluait que seuls 52 % des enseignants du public (et 25 % des enseignants des collèges REP !) estimaient que les élèves apprenaient « plutôt bien ou très bien » dans leurs établissements.

Ces difficultés dans la transmission du savoir, ainsi que l'écart béant entre les exigences affichées et le niveau réel des élèves, sont pourtant cités par les profs comme une des origines premières de leur blues professionnel.

L'institution totalement absente

Dans la même logique, aucune question n'est posée sur les programmes, les contenus des examens, l'évaluation et l'orientation des élèves, toutes ces thématiques qui les mettent bien souvent en porte-à-faux compte tenu du peu de moyens qui leur sont alloués et des injonctions multiples de l'institution.

L'institution – au sens de la haute hiérarchie de l'Education nationale - est d'ailleurs totalement absente du questionnaire. Les profs sont interrogés sur les problèmes d'autorité ou de reconnaissance qu'ils pourraient rencontrer avec les acteurs de terrain (parents, élèves, collègues, chefs d'établissement...), mais ni avec les rectorats, ni les services du ministère et encore moins... avec le cabinet de Jean-Michel Blanquer.

Cette étude sur la laïcité tord le cou à l'idée d'une école déchirée par les questions religieuses

Seules les relations avec les inspecteurs, en tant qu'individus, sont prises en compte. Les professeurs les rencontrant en moyenne une fois tous les dix ans, il leur sera difficile d'avoir un avis objectif sur la question. Mais peut-être était-ce là l'objet de la manœuvre...

Soyons juste toutefois : une poignée de questions met le doigt où cela fait mal, et devrait permettre aux enseignants d'exprimer leur mécontentement. Il en va ainsi de la question 24 : « Diriez-vous que votre métier est suffisamment valorisé 1) financièrement 2) socialement ? »

Reste à savoir ce qu'en fera Jean-Michel Blanquer. Sur France Inter jeudi, le ministre semblait vouloir tester la possibilité d'une rémunération au mérite. Il n'a pas osé poser la question, dommage. Pas plus qu'il n'aborde, dans la consultation, le sujet tout aussi tabou d'un recrutement par les chefs d'établissement sur le modèle du privé. Ou des contreparties aux futures revalorisations prévues dans le cadre du chantier des retraites, en termes de temps de travail ou de redéfinition du métier.

Pari plutôt risqué

Quelques orientations pour le futur de la profession apparaissent néanmoins assez clairement à travers les questions posées. D'abord, plus de formation, mais sans générer de besoins de remplacements, donc via le suivi de moocs sur internet (question 30) ou hors période scolaire avec prime à l'appui (question 31).

Ensuite, davantage de mobilité au sein de l'Education nationale, mais aussi dans la fonction publique ou vers le secteur privé (question 33). Quant à la

« revalorisation de la rémunération » – obsession légitime des enseignants – il a bien fallu l'envisager en toute fin de questionnaire (question 34), mais la proposition, étrangement, est diluée parmi six autres « priorités » : montée dans les échelons, diversification des missions, développement du travail d'équipe...

En langage un peu cru, cela a un nom : noyer le poisson. Un pari plutôt risqué. L'histoire nous démontre que l'enseignant blessé a l'écaille glissante et la méfiance aiguisée.

Gurvan Le Guellec